

Abonnements par la poste :

Edition quotidienne	
CANADA	\$6.00
Etats-Unis et Empire Britannique ..	\$8.00
UNION POSTALE	\$10.00
Edition hebdomadaire	
CANADA	\$2.00
ETATS-UNIS ET UNION POSTALE ..	\$3.00

Directeur: HENRI BOURASSA

LE DEVOIR

Rédaction et administration

43, RUE SAINT-VINCENT

MONTREAL

TÉLÉPHONE: N° 7460

SERVICE DE NUIT: Rédaction, Malm 5121

Administration, Malm 5153

FAIS CE QUE DOIS!

Chez les Franco-Ontariens

Les deux congrès d'Ottawa

Demain s'ouvriront à Ottawa les deux congrès de l'Association canadienne-française d'Education d'Ontario et de l'Association des Instituteurs et Institutrices bilingues de l'est de la province. Il est juste que les deux congrès siègent simultanément, car leurs membres poursuivent, par des voies parallèles, un même objectif: la défense des traditions et de la vie canadiennes-françaises en Ontario et le perfectionnement des écoles qui en sont l'un des plus vigoureux instruments.

L'Association d'Education est bien connue de notre public. C'est elle qui, depuis plus d'une décennie, dirige la résistance, coordonne l'action des commissions scolaires, etc.; c'est elle aussi qui, devant les Canadiens français des autres provinces, représente la minorité franco-ontarienne, jette les mots d'ordre et publie les ripostes nécessaires.

L'Association des Instituteurs est d'origine beaucoup plus récente. Elle s'inspire d'une double pensée: fortifier instituteurs et institutrices contre les hasards d'une lutte qui prend tant de formes diverses et élever le niveau professionnel de ses membres. Car, nos amis de l'Ontario français sont trop réalistes pour ne pas savoir qu'il ne suffit point de réclamer des droits légaux ou même, s'il en est besoin, d'affirmer, à l'encontre d'une ordonnance tyrannique, des droits naturels. Il faut encore et surtout, dans les écoles que l'on dirige, pouvoir disposer d'un personnel compétent.

Et c'est la même pensée, nous le rappelons il n'y a pas très longtemps, qui a décidé la fondation de cette Ecole de pédagogie bilingue, qui s'ouvrira dès septembre prochain sous les auspices de l'Université d'Ottawa, et dont rien peut-être ne souligne davantage l'importance que l'extrême intérêt qu'elle a tout de suite suscité dans tous les groupes français de l'extérieur.

Le public connaît surtout, et c'est fort naturel, les aspects les plus dramatiques de la résistance dont l'Association d'Education a été l'âme. On se souvient particulièrement des émouvantes scènes d'Ottawa, à la suite desquelles les chefs les plus vénéralés de la minorité apportèrent aux lutteurs un public témoignage de haute et paternelle sympathie.

Mais ceci ne représente qu'une partie du travail auquel restent liés le nom et la gloire de l'Association d'Education. Celle-ci sait négocier aussi bien que combattre, et elle a peut-être en fait plus négocié encore que combattu. De même qu'elle a su, à l'occasion, faire autour de la cause sacrée qu'elle défendait une publicité nécessaire, elle n'a point hésité, à d'autres heures, lorsque la chose lui paraissait plus utile, à pratiquer et à conseiller à ses amis un silence temporaire. Et, surtout, elle n'a jamais cessé, officiellement ou par ses membres principaux, de poursuivre dans tous les milieux une tenace campagne de propagande.

Il serait injuste, devant certains résultats dont tout le monde se réjouit aujourd'hui, d'en oublier ou d'en méconnaître les causes lointaines et les auteurs premiers.

Prenons, par exemple, le cas de l'Unity League. Nous sommes tous fort heureux de constater le bienfaisant travail qu'elle fait aujourd'hui ses membres, tels MM. Moore et James-L. Hughes, et nous voulons espérer que cette courageuse campagne ne tardera pas à pénétrer les masses populaires anglo-ontariennes.

Mais l'Unity League existerait-elle, ses membres mèneraient-ils le bon combat d'aujourd'hui, si, depuis dix ans, les Franco-Ontariens n'avaient attesté par l'étendue de leurs sacrifices, par l'énergie de leur résistance, la gravité des griefs dont ils se plaignent, s'ils ne les avaient ainsi imposés à l'attention des esprits loyaux de la majorité anglaise?

Nous ne sommes pas ici dans le simple domaine des déductions, même les plus vraisemblables et les plus logiques; nous sommes au centre des faits. M. Moore, qui a tant fait pour éveiller l'opinion publique anglo-ontarienne, dont le *Clash* demeure l'une des plus puissantes armes qu'on ait forgées pour la défense du droit, nous a fait sa confession publique. Il nous a expliqué que c'est précisément le spectacle de la résistance des pères de famille, des instituteurs et des écoliers canadiens-français d'Ottawa, et du rôle qu'y tenait son vieil ami Sam Genest, qui l'a amené à étudier cette question. Il s'est dit que, pour que des gens d'humeur habituellement si pacifique, organisassent un pareil combat et qu'un homme d'un tempérament aussi peu révolutionnaire que son ami Sam Genest, s'y donnât cœur et âme, au prix de tous les sacrifices, il fallait vraiment qu'il se passât à Ottawa quelque chose d'absolument extraordinaire.

Et M. James-L. Hughes, le vieux pédagogue orangiste, qui porte dans cette nouvelle bataille une jeunesse et une magnificence d'ardeur, eût-il jamais aussi vivement senti l'absurdité du Règlement XVII et la bienfaisance des méthodes qu'y opposent les chefs de la minorité, si les écoles françaises d'Ottawa, conduites en violation de l'ordonnance fameuse, ne lui avaient fourni la plus éloquent, la plus topique des leçons de choses? C'est à Ottawa, c'est en visitant les institutions auxquelles préside la commission qui tient la tête de la résistance française, que M. Hughes a fait ses propres écoles, qu'il a senti naître en lui l'entraînante conviction qui le soutient aujourd'hui.

A la puissante leçon des faits, au cri formidable qu'ils jettent vers les esprits droits et les cœurs nobles, les chefs de la minorité n'ont jamais cessé non plus de joindre la force de l'argument proprement dit. La liste serait longue des pièces qu'ils ont publiées pour exposer le fond et les aspects divers du débat ontarien, pour révéler au grand public les conditions où se développe ailleurs le bilinguisme scolaire. Et qui fera jamais le total des démarches personnelles, des longs plaidoyers qui ont fini par provoquer certaines interventions utiles?

Car, il a d'abord fallu gagner un certain nombre de nos champions d'aujourd'hui, dissiper leurs difficultés, et ce sont les chefs canadiens-français qui se sont, dans l'ombre et le silence, dévoués à cette féconde mais modeste besogne.

Peu de gens, probablement, dans notre province, savent ces choses. Nous croyons qu'il est du devoir de ceux qui les connaissent, en partie au moins, de ne pas les laisser oublier ou méconnaître.

On prédit aux deux congrès franco-ontariens un beau succès. Ils seront honorés de la présence de chefs ecclésiastiques éminents, et la province de Québec y comptera de notables représentants. Ceux-ci ne manqueraient point de porter aux bons ouvriers qui, de l'autre côté de l'Outaouais, besognent si utilement, le témoignage de la profonde amitié et de la respectueuse admiration de leurs frères de notre province.

Est-il besoin d'ajouter qu'à cet hommage de fraternelle sympathie et d'affectueuse gratitude, personne ne s'associera d'un meilleur cœur que ceux dont l'une des grandes fiertés est d'avoir constamment tenu au service de la minorité ontarienne leur modeste feuille?...

Omer HEROUY

L'actualité

Où commencer?

Je reçois d'une organisation qui combat à Montréal le vice une brochure de propagande, accompagnée d'une formule de souscription. On demande de l'argent pour lutter contre le vice et l'on compte beaucoup sur la publicité des journaux. Ces messieurs veulent-ils bien éclaircir le meilleur concours que les journaux, surtout les journaux à fort tirage, pourraient leur prêter, ne serait-ce point de disparaître? Une campagne pour la suppression du journalisme "jaune" porterait un coup redoutable, sinon fatal, à l'immoralité commerciale.

Comment se recrutent les victimes? Je ne l'invente pas, je l'ai lu dans un rapport de la même organisation: souvent par les petites annonces. Sans doute, les propriétaires des journaux ne peuvent faire une enquête approfondie sur chaque cas; mais il n'en reste pas moins vrai que bien des fois leurs doutes devraient être éveillés et les annonces, refusées. Ce sont donc les journaux qui, pour une certaine part, agissent comme recruteurs des maisons de désordre.

Mais ce n'est là que partie de leur rôle. N'est-ce pas eux encore qui servent cette salade pimentée, qui excitent de bas appétits? Les récits de divers incidents, les détails de cette querelle judiciaire, le lendemain, grand faste de mots, grand tintamarre de phrases redondantes dans la feuille ennemie de la sensation. Tandis que les autres journaux n'avaient qu'un article sur l'affaire, la feuille sacrée, la feuille hypocrite et masquée accouchait d'une page entière de détails plus ou moins véridiques. Ainsi parle la gazette de Sherbrooke, qui ajoute, toujours en parlant de nous: "La sale feuille..."

Les villes américaines... C'est joliment général. Cela veut dire New-York, Chicago, Philadelphie. Autrement dit, toutes ces grandes cités ont réussi à abolir le vice commercialisé. La généralisation est forte. Personne n'y croira. Nous parcourons nous sommes forcés de parcourir, les journaux de New-York et de quelques autres grandes villes; et par ces journaux, comme par des fenêtres, nous voyons ce qui s'y passe. Le théâtre n'y est pas meilleur qu'à Montréal, les divorces y sont sûrement plus fréquents, la presse ne va pas mieux que la nôtre. — La nôtre s'efforce, sans y réussir toujours, à l'égaliser, et la loi est administrée par la police. La police est-elle plus saine que chez nous? Personne ne voudrait l'affirmer. Or comment nous peut-on faire croire que l'égoût du mauvais théâtre, de la mauvaise presse, des scandales de toute sorte n'entraîne pas naturellement une partie de la population sur la pente du vice? Non, ni cette loi-là ni aucune loi humaine, à New-York, pas plus qu'ailleurs et bien moins qu'en d'autres endroits, ne corrigera les mœurs. Non, tant qu'on publiera des saletés comme celles qui se publient en ces villes et qu'elles trouveront des lecteurs au millier et au million, on ne nous fera pas croire que le vice commercialisé soit supprimé par la vertu d'un petit article de loi, pas plus que la loi Volstead n'a supprimé le commerce de l'alcool. Il se voit beaucoup moins de mal alcool, beaucoup plus de mauvais, voilà tout. Il se peut que les maisons de débauche s'affichent moins, que le vice s'y vende plus cher, comme se vend plus cher la mauvaise boisson, mais elles ne sont pas disparues ou du moins le vice qui les alimente n'est pas disparu et ne disparaîtra pas tant que durera, durera, prospérera la presse jaune. Elle vit exactement du même vice que le mauvais théâtre, que le mauvais cinéma et les uns et les autres vivent du même vice que la prostitution.

Si l'on voulait s'y prendre intelligemment, il faudrait bien peu d'argent pour combattre le vice et restaurer les mœurs saines d'autrefois. Le plus court est d'empêcher la campagne. C'est le plus grand agent déserteur des champs. C'est lui qui parle de hauts gages, qui parle des joies basses et vulgaires que l'on se procure en ville, des grandes fêtes, des grandes réunions, des grands concours de foules qui piquent la badauderie et font dire: "Comme je voudrais être là"; c'est lui qui étale tous les jours ces annonces de théâtre menteuses et mirobolantes qui excitent la curiosité, le désir de voir. Bon nombre des femmes perdues se recrutent parmi les pauvres filles arrachées au cadre familial, qui viennent s'échouer en ville, tentées par les hauts gages et les beaux chapeaux.

N'est-ce pas par un simple retour à la vie de famille, à l'exercice de l'autorité paternelle que se préserveront de tous ces dangers les jeunes gens, qu'ils préserveront la formation chrétienne reçue à la maison et continuée à l'école? Le vice est un parasite des grandes villes et s'il y fleurit tant, c'est parce que dans l'ambiance de la grande ville la famille se dissout.

Qu'on ferme le théâtre malpropre, qu'on proscrive le mauvais journal, qu'on enraye le fol accroissement des villes, l'émigration intense des campagnes, et le vice com-

mercialisé continuera peut-être d'exister, mais il n'aura ni la virulence ni la prospérité qu'il connaît à l'heure actuelle.

Et, surtout, que ceux qui combattent le vice refusent de se servir de la publicité de certaine presse qui publie des adresses de maisons louches en page de nouvelles, tout en dénonçant le vice en page de rédaction; sans cela, on doutera de leur sérieux et de leur bonne foi. S'aligner au mal pour combattre le mal, c'est se vouer à une défaite certaine.

VERAX.

Bloc-notes

Journal à sensation

Le *Devoir* en est un. C'est ce qu'affirme une gazette publiée à Sherbrooke pour des fins politiques et qui a reçu l'an dernier au delà de \$17,000 du gouvernement provincial. Ce qui la fait classer le *Devoir* au rang des journaux à sensation, c'est que, nous citons au texte, "profitant de l'instruction d'un procès en cour de pratique locale, qui n'est encore qu'à sa première phase, les directeurs de cet organe sacré-saint envoyèrent la semaine dernière, à Sherbrooke, un de leurs reporters miriflores pour recueillir les divers incidents et tous les détails de cette querelle judiciaire. Le lendemain, grand faste de mots, grand tintamarre de phrases redondantes dans la feuille ennemie de la sensation. Tandis que les autres journaux n'avaient qu'un article sur l'affaire, la feuille sacrée-sainte, la feuille hypocrite et masquée accouchait d'une page entière de détails plus ou moins véridiques." Ainsi parle la gazette de Sherbrooke, qui ajoute, toujours en parlant de nous: "La sale feuille..."

Il n'en savait rien

Un collaborateur de l'Action catholique note avec amusement un trait piquant, en marge de la conférence de M. Paradis, — sur laquelle la Gazette de ce matin revient au cours d'un article du dernier numéro. "Un jour, dans une Semaine sociale, nous nous rapplâmes avoir entendu un homme de nous longtemps dans la politique et qui ne manque pas, par ailleurs, de mérite, prouver à tout son auditoire, clair comme une eau de roche, que son secrétaire ne connaissait même pas les premières pages d'un manuel d'économie politique et que lui-même n'y voyait malice". Le cas est plus fréquent qu'on s'imagine, d'hommes politiques parlant de choses qu'ils ne connaissent pas du tout. On ne s'en scandalise plus, tant on y est habitué. Si l'on riposte: "Bien des journalistes sont dans la même catégorie", il est facile de rétorquer: "Cela se peut; mais le journaliste ignorant est vite classé au rang où il doit être, tandis qu'on voit des politiciens d'une ignorance remarquable arriver aux plus hauts emplois, aller faire la pluie et le beau temps jusque dans les rédactions. Cela montre que la politique accepte et pousse souvent loin des gens qui, dans le journalisme, seraient vite mis à balayer le plancher de l'atelier, ou proprement remerciés de leurs services."

Mot de la fin

"Soyons francs. Les politiciens eux-mêmes ne sont-ils pas un peu à blâmer? Les articles les plus après ne sont-ils pas fort modérés, à côté de certains discours? Et quel artisan de la plume atteignit jamais à la violence de quelques-uns de nos tribuns? Quel journal oserait imprimer textuellement ce qui se dit sur les tréteaux? Ne sait-on pas également que, fort souvent, le journal le mieux disposé subit forcément l'influence du politicien, qu'il est entraîné à le suivre jusqu'au terrain où il place la discussion, à relever l'attaque comme elle lui est offerte?" Qui parle ainsi des politiciens? Un journal qui en a contre eux? Un journaliste qui les déteste? Non pas. Un journal po-

LES FRANÇAIS CONTINUENT A SEVR

litique, libéral, dirigé par un député qui fait du journalisme de parti, le *Canada*. Les politiciens qui en ont contre les journaux pourraient verser ça dans leurs dossiers.

Fetits mémoires

Le *Star* de Toronto, numéro du 6 avril, publie une tranche de mémoires d'un nommé Alfred Mayer, qui a accompagné Sarah Bernhardt dans plusieurs tournées en Amérique, à titre d'imprésario ou de secrétaire; il y donne à propos de sa visite à Québec, où il se passa l'incident d'annonces, des détails de nature à confirmer l'exactitude de la fameuse entrevue de l'actrice à l'Événement. "A notre arrivée à Québec, il y avait tout un groupe de journalistes, qui voulaient prendre une entrevue de madame Bernhardt. Quand cela lui disait, elle parlait et alors les journalistes en avaient à dire, eux aussi. Nous avions d'habitude pour quelle parlât trop, et nous n'étions pas pour pour rien, à Québec. Plusieurs journalistes lui parlèrent. Elle fut charmante... Tout se serait bien passé, si l'un d'eux ne s'était avisé de lui demander ce qu'elle pensait des Canadiens français..." Bernhardt, enragée de la réception qu'elle avait eue à Montréal (où, selon Mayer on avait interdit la Sorcière, mise au répertoire) et décidée de conter leur fait aux Canadiens, dit au journaliste tout ce qu'elle avait dans l'esprit. Et elle en avait. Elle lui dit que les Canadiens n'appréciaient pas l'art, qu'ils avaient menti en disant qu'elle était morte; et elle lui démontra qu'en fait, elle avait de la vie à en revendre. Pour finir, elle traita en bloc les Canadiens d'Iroquois. On n'avait dit que rien n'insultait tant les gens d'un pays que de les appeler Iroquois. Le reporter ne dit rien de tout sur le moment, mais il connaissait son métier. — Nous le vimes plus tard."

G. P.

La session d'Ottawa

Deux conférences impériales, bientôt

M. King ira à Londres, l'automne prochain. — Les circonstances qui entourent ces conférences sont graves. — Le budget de M. Murdock. — Défaite du ministère à Moose-Jaw. — M. Gouin s'en ira-t-il au sénat?

(Par LEO-PAUL DESROSIERS)

Ottawa, 10. — Les conférences impériales se rapprochent dangereusement pour la sécurité du Canada. La dernière vient à peine d'avoir lieu. M. Meighen en est revenu, en effet, juste à temps pour lancer le pays dans une élection générale, à la fin de 1921, et il y en aura encore une autre cette année. Ou plutôt il y en aura deux; car les nouvelles d'Angleterre publiées dans les journaux de ce matin sont justes: économistes et hommes politiques prendront en considération les problèmes impériaux. Telle est la déclaration que M. King a faite cet après-midi à une question de M. Meighen. Il a ajouté, de plus, qu'il tâchera de s'y rendre lui-même, car la date, le 1er octobre, ne le trouvera pas trop occupé des problèmes intérieurs de notre pays, et il a l'ambition de rendre sa première visite officielle à la métropole à cette époque. Il placera, de plus, sur la table de la Chambre, l'agenda de la prochaine conférence et d'autres communications de nature à intéresser le public. Les divers gouvernements coloniaux, dit-il, sont libres de suggérer divers sujets d'étude.

Cette déclaration a suscité beaucoup d'intérêt dans les milieux parlementaires. On sait qu'il s'est passé nombre d'événements intéressants dans le domaine de l'impérialisme depuis la dernière conférence, et que notre gouvernement en est l'auteur. Il a refusé tout d'abord de répondre au cri d'appel de M. Lloyd George, et ensuite il a signé un traité sans l'assistance de l'ambassadeur britannique. On a voulu voir quelques indices d'une dislocation de l'Empire, et les impérialistes se sont vivement alarmés. Toutefois, est-il que les deux incidents ont été l'objet de commentaires par la presse britannique et la presse canadienne. Puis, il y a la question toujours actuelle des armements militaires et de la marine de guerre. Les dépêches de ce matin nous assurent qu'il se sera question à la prochaine conférence des premiers ministres; nous

le saurons plus justement demain. Enfin la conférence économique revêtira, cette année, une importance qu'elle n'en aura pas eue en d'autres circonstances. L'Angleterre a toutes les difficultés du monde à rétablir son commerce, limité depuis la dernière guerre. Elle fait beaucoup moins d'affaires dans les pays européens, où de cours du change interdit les échanges commerciaux. Les États-Unis deviennent un concurrent plus redoutable et l'occupation de la Ruhr retarde indéfiniment la reprise des affaires. Le chômage sévit dans la Grande-Bretagne, le marasme envahit le monde commercial. C'est pourquoi Londres se trouverait bien de notre assistance, dans une coopération de toutes les parties de l'Empire pour la production et la consommation. L'accomplissement de la révolution économique de Chamberlain serait d'un grand secours aux industriels anglais.

Les circonstances politiques canadiennes donnent aussi un grand intérêt à ces conférences. Tout d'abord on se rappelle que M. King, alors dans l'opposition, a voulu tirer par des promesses formelles M. Meighen, lorsque celui-ci est parti pour l'Angleterre, il y a deux ans. Le parti libéral avait même proposé une résolution à ce propos. Il était d'avis, à cette époque, qu'un premier ministre ne pouvait partir avec toute sa liberté d'action, et qu'il fallait l'astreindre d'avance à une ligne de conduite. Il prétendait également que le premier ministre ne pouvait lier son pays sans le consentement du parlement. Les conservateurs se rappellent sans doute cette résolution libérale; ils peuvent en profiter pour tenter de lier M. King à un certain programme, aujourd'hui.

Ce n'est pas tout encore. M. King est à la tête d'un parti composé pour la moitié de Canadiens français. Or ces députés ont reçu un mandat clair et absolu d'antimpérialisme durant la dernière campagne électorale. On ne peut se tromper sur ce point. Voilà qui mettra dans l'embarras notre premier mi-

Il viennent de condamner la ville de Duisbourg à une amende de 75 millions de marks. — La prison pour un échevin récalcitrant.

La Grèce ne paiera pas un seul sou d'indemnité à la Turquie.

(DERNIERE HEURE)

BERLIN, 11 (S. P. A.). — La ville de Duisbourg a été condamnée à une amende de 75 millions de marks, parce que ses habitants auraient causé des dommages aux fils télégraphiques. Le bourgmestre et son assistant sont tenus de voir à ce que l'amende soit payée.

On apprend de Wiesbaden que cinq prédicateurs du grand-duché de Hesse ont été traduits devant un conseil militaire pour avoir perçu des contributions au fonds de secours de la Ruhr parmi leurs paroissiens. Dans chaque cas, on a imposé une amende de 25 mille marks. On rapporte que cinq cents travailleurs étrangers, parmi lesquels des Belges et des Polonais, sont arrivés à Castrup, près de Bochum. Il est probable qu'on les emploiera dans deux mines occupées.

CONDAMNÉS A LA PRISON

ESSEN, 11 S. P. A.). — Un tribunal de guerre français, siégeant à Warden, a condamné l'échevin Kunto, d'Essen, à deux ans de prison et à une amende de cinq millions de marks. L'offense qu'on lui reproche est de n'avoir pas voulu que les douches pour enfants d'écoles à Essen-Roeltinghausen fussent appropriées à l'usage des troupes. C'est du moins ainsi que les Allemands expliquent la condamnation.

LA GRECE NE PAIERA PAS

PARIS, 11 (S. P. A.). — La Grèce a irrévocablement décidé de ne payer pas un seul sou d'indemnité à la Turquie, a déclaré dans une interview M. Alexanderis, ministre des affaires étrangères de Grèce. Si la Turquie insiste sur une indemnité, la Grèce ne signera pas de traité de paix.

M. Alexanderis, qui est le seul représentant civil dans le cabinet révolutionnaire athénien et qui fut autrefois ministre à Berne et à Berlin sous le régime Vénizelos, est venu à Paris discuter les relations franco-grecques avec M. Poincaré. Il repartira ce soir pour la Grèce. Il arrêtera à Belgrade pour débattre avec le roi Alexandre le développement de l'amitié yougoslave-grecque.

DANS MEMEL

MEMEL, 11 (S. P. A.). — Des fusillades ont retenti en différentes parties de Memel depuis deux jours, mais il n'y a eu ni morts ni blessés. D'autres détachements d'infanterie et de cavalerie lithuaniennes sont arrivés lundi et plusieurs arrestations ont été opérées.

On annonce qu'à la suite de négociations entre le haut commissaire lithuanien et les grévistes allemands, la grève générale prendra fin aujourd'hui. Les boutiques doivent aussi rouvrir leurs portes.

(Voir aussi en page 3)

nistre lorsqu'il assistera aux banquets somptueux de Londres. Et s'il se laisse séduire, et revient, comme tant d'autres avec des mesures impérialistes à faire passer, ou des engagements plus ou moins étroits, quelle sera l'attitude de cette aile canadienne-française? On voit tout de suite que les conséquences politiques de cette conférence peuvent être très grandes, surtout dans le Québec, où les électeurs comprennent mieux la question, qu'on leur parlera d'impérialisme et de contribution à la force militaire de l'Empire, ils se rappelleront la leçon des dernières années. D'où l'on voit que les prochaines conférences seront peut-être plus importantes, plus significatives et plus singulières que d'autres. L'agenda confirmera probablement cette impression.

Au moment où la Chambre se forme en comité des subsides M. Irvine, de Calgary, a suscité tout un petit débat sur la démission d'un employé des postes, à Calgary. Il s'agit d'un M. Hayes qui était à l'emploi du département à Toronto, qui a pris part à la dernière guerre, et a obtenu ensuite une position à Calgary. On l'a soupçonné d'avoir volé l'argent dans des lettres. Un juge de première instance l'a trouvé coupable, mais une Cour d'appel l'a exonéré de tout blâme, un juge étant dissident. Cependant le ministre des postes a exigé sa démission. Alors ayant été renvoyé, il n'a plus droit à son traitement, il n'a plus droit à sa pension, il se trouve dans des embarras financiers.

M. Irvine voudrait que le ministre des postes fit quelque chose pour lui, le réinstalle dans ses fonctions ou bien lui donnât une pension. Après une longue discussion où tour à tour M. Meighen, M. Forke, M. Graham et M. King prennent part, on en vient à la conclusion qu'il est préférable d'écarter la résolution de M. Irvine. Celui-ci se rendra auprès du ministre des postes et M. Graham tentera d'arranger l'affaire. Cela a retenu l'attention du parlement alors que d'autres matières plus importantes attendaient la députation. D'un côté, on ne pouvait nier au ministre des postes le droit de renvoyer M. Hayes; et de l'autre, la situation de M. Hayes paraît malheureuse. Enfin on a tout réglé à la satisfaction de tout le monde et la Chambre a passé à des affaires plus importantes.

M. Murdock et M. King, ministre du travail, ont défendu leur budget, aujourd'hui. M. Murdock a fait voter le sien après d'assez vives discussions sur plusieurs points. Ainsi il s'est élevé tout un petit débat sur l'opportunité d'élever de 4 à 5 pour cent le taux d'intérêt sur les rentes (Suite à la deuxième page.)

CE SOIR:

A huit heures et quart, salle académique du Gesù, M. Henri Bourassa donnera la première de ses trois conférences sur "le Pape, médecin social." Portes ouvertes à sept heures et demie. Les billets, pour cette seule séance, qui pourraient rester disponibles ce soir, seront en vente à l'entrée. Prix: 50 sous.

LES CONFERENCES

LORD ROBERT CECIL

Il y a deux sortes d'Anglais, à part les autres: le Saxon, le Teuton, le type bovin, l'homme fort, énergique, selon l'idéal de Carlyle, qui défie tous les obstacles, parle un langage rude, martelle les syllabes, et le type Quaker, l'Anglais adouci par la religion, pénétré de puritanisme, au lieu de principes humanitaires, sans perdre, pour cela, d'ailleurs, les caractéristiques de la race, le sens du commerce.

Lord Robert Cecil, qui a parlé à la salle Windsor, hier soir, de la Société des nations, appartenait plutôt à cette dernière catégorie. Il a le physique et le tempérament d'un pacificateur. Du fond de la salle on n'en distinguait que son grand front chauve, ses larges épaules, sa haute taille légèrement voûtée, il faisait l'effet d'un dindon. Sa voix, de ce timbre de basse chantante si commun chez les Anglais, est ample et caressante, veloutée comme celle d'un acteur shakespearien, dans les passages épiques. C'est le type de l'orateur parlementaire "master of fact", clair, précis, sans éclats de voix, sans grands envolées. Sir Robert a un maintien négligé qui rappelle un peu celui de Balfour. Il a deux sortes de gestes et ce sont des gestes saccadés. De la hauteur des coudes, il abaisse ses deux bras ensemble ou bien il écarte brusquement, sur un plan horizontal, ses deux bras appuyés sur sa poitrine.

Sir Robert est un humoriste savoureux. Il a fait rire en répétant que les journaux étrangers disent de l'Anglais plein d'astuce, intrigant, et ce que les journaux anglais disent de l'étranger méchant qui conspire contre John Bull sans défiance, miracle de candeur et d'innocence. Nous avons admiré la méthode de l'orateur. Il s'est adressé à l'intérêt. La Société des nations est une bonne affaire qui sauvegarde les affaires, parce que la moindre crise dans la moindre petite pays a sa répercussion dans les autres, tant est grande l'interdépendance économique. Puis, à la fin, l'orateur a fait appel aux nobles sentiments, à la fraternité universelle, aux devoirs d'entraide qui incombent à chacun, sous l'œil de Dieu.

M. Beatty, président du Pacifique-Canadien, a présenté l'orateur, "venerable homme d'Etat et gentleman". M. Ernest Lapointe, ministre de la marine, a remercié lord Robert. Il a dit que le Canada ne veut pas d'alliances pour la guerre, mais d'alliances pour la paix, comme la Société des nations. Il a exposé la part que le Dominion peut prendre dans la réalisation de ce nouvel idéal.

Lord Robert a exprimé, en commençant, son plaisir de porter la parole dans une grande ville comme Montréal, une ville du grand avenir, métropole d'un pays qui prendra de plus en plus d'importance parmi les nations du monde. On y comprendra l'interdépendance commerciale et industrielle des nations. La dislocation du commerce et le détraquement du change d'un pays affectent la prospérité des autres. La guerre a montré l'unité économique de l'univers civilisé, l'appauvrissement des clients du Canada ou des clients de ces clients, en Europe centrale, a des répercussions dans l'Ouest canadien, par exemple. Pire que ces effets directs ou indirects est le tort fait au crédit. Une petite partie seulement de ces affaires se transigent argent comptant, un pour cent, à peu près, en Angleterre. C'est élémentaire. Il existe une interdépendance universelle. Tout ce qui atteint le mécanisme du crédit, aussi essentiel que les transports, sape l'organisme financier et commercial du monde entier. Il y a des cas où les calamités n'affectent pas immédiatement le crédit, comme après la guerre, mais c'est une effroyable catastrophe artificielle qui s'est terminée par des résultats désastreux en Angleterre. Ces illusions, cette manie de la spéculation, cet excès de confiance ne sont pas des palliatifs du mal mais une aggravation. Gare à la réaction!

Lord Robert a insisté sur ces effets du conflit, parce qu'on lui a dit que des deux côtés de l'Atlantique, il existe des indifférents à tout ce qui se passe au loin et ne saurait les affecter, prétendent-ils. Illusion affreuse mais dangereuse. L'Angleterre s'est complue dans l'idéal du "splendide isolement". C'est une politique impraticable. On ne saurait se désintéresser des affaires des autres.

Puisque tout le monde souffre des conséquences de la guerre, il importe de considérer non seulement le mal mais la prescription du remède qui prévient la répétition d'une catastrophe peut-être plus désastreuse que la dernière guerre.

Le remède, c'est la restauration et le maintien de la paix. C'est l'essentiel. Comment peut-on éviter la guerre? Il y a les moyens préventifs et les moyens curatifs. Premièrement, il s'agit d'empêcher les guerres ou d'empêcher les guerres et les différends qui mènent à la secondement, il s'agit de rétablir l'amiable, les querelles et ces différends, quand ils surviennent. Prenant une comparaison en médecine, lord Robert a proclamé l'urgence d'une hygiène internationale. Dans la société moderne, l'hygiène a sauvé plus de vies que toute la science des praticiens au chevet des malades. Il faut prendre des mesures pour prévenir la guerre comme on en prend pour prévenir les maladies, les épidémies.

Les deux causes de la guerre, ce sont l'insularité et l'ignorance. Les journaux des différents pays se traitent réciproquement de monstres, d'intrigants, envahisseurs, pillards et la haine. On ne tient pas compte du point de vue du voisin. Et pourtant, les hommes sont les mêmes partout. C'est la première chose à comprendre pour envisager les choses sous leur aspect international. C'est une vérité qui saute aux yeux de quiconque a vu la Société des nations à l'œuvre. On en connaît le fonctionnement. L'Assemblée de Genève a montré que les peuples pensent de même sur les choses fondamentales, sauf sur la langue et la religion. Les questions de guerre et de paix, de la répression du vice et du crime,

"AU BERCEAU DE LA FOI ET AU PAYS DES AIEUX"

Pèlerinage Religieux et Historique en France, Italie, Suisse, Belgique et Angleterre



Organisé sous les auspices du Comité du IIIe Centenaire de la naissance de Mgr de Laval. Sous la Direction Spirituelle Conjointe de Monsieur l'abbé PHILIPPE PERRIER, Curé du Saint-Enfant-Jésus de Montréal et de Monsieur l'abbé J.-ALFRED LANGLOIS, Directeur du Grand Séminaire de Québec, à l'occasion

de l'inauguration d'un monument érigé à la mémoire de MGR DE LAVAL, premier évêque du Canada, dans l'église de MONTIGNY-SUR-AVIRE, de l'inauguration d'une plaque rappelant sa consécration épiscopale, dans l'église de SAINT-GERMAIN-DES-PRES, à Paris, de l'apposition d'une plaque dans l'église paroissiale de NOTRE-DAME DE VAU-VERT (Gard), rappelant le baptême du MARQUIS DE MONTCALM dans ce sanctuaire célèbre,

et du IVe CONGRES EUCHARISTIQUE NATIONAL DE FRANCE qui sera tenu à Paris, du 4 au 8 juillet.

M. Jean-Baptiste Lagacé, professeur de l'Histoire de l'Art à l'Université de Montréal, accompagnera le voyage pour donner des conférences durant la traversée et pour expliquer la visite des monuments et des musées.

DEPART de MONTREAL et de QUEBEC le 23 juin par le "MARVALE" de la compagnie du Pacifique Canadien. Retour à MONTREAL le 26 août par le même paquebot.

Pour le programme-itinéraire illustré s'adresser aux organisateurs,

PRIX \$935.00

comprenant toutes les dépenses de voyage nécessaires, même les pourboires.

THOS COOK & FLS 526, rue Sainte-Catherine ouest, MONTREAL

A l'opéra russe

CARMEN

Si Bizet avait jamais pu deviner, lorsqu'il écrivait *Carmen*, qu'il aurait la posthume collaboration d'Anton Rubinstein, il se serait empressé d'écrire le ballet qui manque au deuxième acte, ou, si l'on veut, qu'il a oublié d'y introduire. Non pas que le *Toréador* et *Andalouse du Bal Costumé* n'ait sa valeur, mais rien ne se ressemble moins que le style de cette pièce facilement expressive et celui de la musique dont il a revêtu la nouvelle de Prosper Mérimée. S'il a entendu cette interprétation, il a dû tout de même se trouver plus à l'aise, au quatrième acte, en reconnaissant la Farandole de sa propre *Arlesienne*.

Pour faire place à la danse de Rubinstein, on a supprimé le fameux quintette des contrebandiers qui a si belle allure de gaité ironique. D'ailleurs les coupures qu'on a faites à *Carmen* ne se comptent plus: coupes les entr'actes, moins celui du dernier acte, le chœur des gamins, le chœur du début du quatrième et la procession de l'alcade, sans compter de multiples reprises. On aurait bien dû en profiter, si c'est été possible, pour couper aussi la partie de Don José, que le ténor Daniloff a chantée à la manière des Fougoussis berrichons, avec des quarts de tons au-dessus de l'écriture, ce qui, on en conviendra, est un peu étrange pour nos oreilles occidentales. Chaque fois qu'il veut chanter fort, ce malheureux perd le nord; que ne chantait-il toujours en demi-teinte, comme il l'a fait si heureusement l'autisme dernier en quelques occasions!

A part cela, la représentation d'hier a été fort remarquable, par le fait d'une *Carmen* très passionnée et jolies de voix et de lignes, dans la personne de Mme Ina Borskaya, d'un *Don José* qui ne gâche pas l'air du *Toréador* et qui, par son rôle la chaleureuse voix de Pantaleón, d'une Micaëla que Mme Zina Ivanova préserve du mauvais sort d'être une petite oie blanche, d'un Dancaïre qu'Avram Ardoloff ne croit pas uniquement destiné à lever le fouet ou le pied sur ce pauvre Remendado, d'une Mercedes et d'une Frasquita qui ne s'endorment pas, enfin de chœurs solides et sonores, prompts à l'attaque et lâchant à temps.

M. Eugène Fuerst dirigeait, tenant bien son monde en main. Il devrait bien profiter de son autorité pour dire à la batterie qu'en aucun endroit Bizet n'a écrit de sol de timbales avec accompagnement d'orchestre. Car l'orchestre a bonne sonorité et suffisamment d'homogénéité. Il arrive bien qu'un ou deux instrumentistes comptent mal et n'attaquent pas à temps, comme l'introduction de l'air de Micaëla *Je dis que rien ne m'épouvante*, mais c'est bien exceptionnel et l'exécution est en somme très soignée dans les puits. Le seul entr'acte joué par l'orchestre, celui du quatrième acte, l'a été tellement bien, qu'on se demandait pourquoi M. Fuerst a eu peur des deux autres.

En somme, la troupe russe n'améliore rien et ne change guère la mise en scène traditionnelle de *Carmen*. Ce qu'elle a d'avantages sur les troupes qui nous la présentent périodiquement, c'est qu'elle part de malheureux Daniloff, elle chante mieux. C'est comme doit l'être l'opéra au même titre qu'un concert, d'abord de la musique qui s'anime par le jeu des personnages et non comme on le voit trop souvent, une pièce, dramatique ou comique, auquel se surajoute la musique par accident, au même rang que le costume, le décor et l'éclairage.

C'est pourquoi, cette *Carmen*, amputée et greffée à la fois, intéresse plus que des *Carmen* entières et cependant défigurées. La moindre erreur dans l'intelligence de ce qu'est *Carmen* (le rôle, non l'œuvre) peut tout compromettre. *Carmen* est une Gitane, de race royale, puisque les Zingari prétendent descendre des Pharaons; elle n'est pas une roulez, même si elle roule des cigares à Séville. De même Escamille appartient à une aristocratie spéciale, celle des hommes au cœur d'airain et à la main légère d'escrimeur qui affronte sa Majesté El Toro et, même en tournée de posada, il n'est pas obligé de chanter son grand air à la Titta Ruffo. Micaëla est une simple fille du peuple, si l'on veut, mais elle doit être émue. Il n'y a que Don José qui ne vait pas cher et on croit qu'il n'est pas si plat qu'on le croit.

Carmen est en somme une œuvre assez difficile à jouer et il y a lieu d'être satisfait de la façon dont s'en tire la troupe russe.

Fred. PELLETIER.

LA SESSION

D'OTTAWA

(suite de la première page.)
viagères. Ce système d'assurance gouvernemental n'a guère de valeur, on voudrait y intéresser un peu plus le public canadien. M. Fielding a déclaré qu'il étudierait cette question, mais il ne voit pas bien le moyen d'augmenter le taux d'intérêt.

M. Woodsworth a ensuite attiré l'attention du ministre sur les conditions du travail au Cap-Breton. La *British Empire Steel* n'a pas de concurrence dans son domaine d'activité et c'est peut-être pourquoi elle maltraite un peu ses employés. Ceux-ci, à leur tour, ne sont pas contents, se révoltent de temps en temps et les affaires vont de plus en plus mal. Le gouvernement fédéral, dit-il, a le devoir de s'entremettre entre les deux parties afin d'éviter les grèves, l'oppression des ouvriers et de faire disparaître toutes les causes de discorde. Mais M. Murdoch n'est pas du même avis. La *British Empire Steel*, dit-il, a une charte provinciale, elle est sous les opérations de la Nouvelle-Ecosse et le fédéral ne peut rien. Il ne peut évidemment faire une enquête sur les affinités qui peuvent exister entre cette maison et des compagnies américaines. Cependant, en cas de grève, le ministre envoie toujours là un de ses meilleurs employés pour offrir ses bons services.

Enfin on parle du papier de rebut. M. Marler (Montréal) questionne vivement le ministre sur ce sujet. Et l'on apprend que le gouvernement, qui vendait autrefois tout son papier de rebut pour une somme de \$11,000 par année, le vend maintenant pour une somme de \$22,700. A M. Marler qui demande comment il se fait que le papier a pris subitement une valeur si grande, M. Meighen répond que le gouvernement actuel gaspille beaucoup plus libéralement le papier que l'ancien. "Et parlant de gaspillage, dit-il, le ministre pourrait-il nous dire pourquoi il s'est rendu à Moose-Jaw et en est revenu sans faire de discours?" M. Murdoch répond qu'il a été prendre ses vacances dans cette partie du pays. Puis il rappelle la destruction de documents accomplie sous le régime Meighen.

Enfin il obtient toutes les sommes dont son ministère a besoin.

M. King, ministre des travaux publics, lui annonce à la Chambre que M. Pearson, l'architecte du parlement, reprend son travail et tentera de compléter cette année la tour du parlement. Le gouvernement diminue aussi de \$500,000 à \$350,000 la somme qu'il dépensera cette année pour une nouvelle imprimerie nationale, quitte à demander plus l'an prochain. L'ancienne imprimerie servira à loger de nouveaux bureaux; et ainsi le gouvernement n'aura pas à construire le nouvel édifice dont il avait parlé et pour lequel il se proposait de dépenser \$500,000 cette année. M. Meighen propose de réduire encore la somme que M. King demande pour la nouvelle imprimerie. Il abandonne son amendement lorsqu'il assure que la nouvelle bâtisse ne coûtera pas plus que \$500,000.

On apprend enfin dans la soirée la nouvelle de la défaite du candidat libéral dans Moose-Jaw. La victoire des progressistes sera désastreuse pour le gouvernement, croit-on. Elle est de mauvais augure pour les libéraux au cas d'une élection générale. Si M. Knowles eût vaincu, M. Hudson, dit-on, serait entré dans le cabinet pour représenter le Manitoba et se serait présenté dans Winnipeg. Il est improbable que le gouvernement tente maintenant cette manœuvre.

On dit aussi, ce soir, que M. Gouin peut s'en aller au Sénat. On croit que la nouvelle avec un peu de scepticisme. Mais il paraîtrait que le ministre de la justice n'est pas satisfait de la manière dont les affaires vont à Ottawa, que la malaise continue à sévir dans le cabinet et que pour ces raisons M. Gouin passerait à la Chambre rouge. C'est à voir.

Les délégations qui veulent exprimer leurs idées à M. King avant le prochain discours du budget devront le faire cette semaine. Voilà la nouvelle que M. Fielding annonce aux intéressés; cela indique que le discours du budget n'est pas très éloigné.

Leo. au DECROSIER.

LES ABEILLES DOMESTIQUES

LE PROFESSEUR LAPORTE PARLE, A LA SOCIÉTÉ DE BIOLOGIE, DE LA VIE SOCIALE DES INSECTES. — PHÉNOMÈNES DE LA VIE DES ABEILLES

La vie sociale des insectes, voilà le sujet qui a développé devant les membres de la Société de Biologie, hier soir, M. L.-J. Laporte, professeur adjoint de biologie à l'Université de Montréal. M. Dalbis a fait au début quelques considérations sur le groupement en société des insectes, qui comptent parmi les deux tiers des espèces des êtres vivants.

Le conférencier a traité spécialement des abeilles et, en particulier, de l'abeille domestique. En appendice il a fourni quelques renseignements sur la vie assez similaire des fourmis et des termites. Enfin, il a énoncé les principaux postulats de la parthénogénèse, théorie qui vient de s'introduire dans la biologie.

Mais M. Laporte a cru bon en premier lieu de s'arrêter à quelques notions générales. Tous les insectes ne vivent pas en société, s'en fait. Ceux qui vivent en liberté perdent assez vite de vue leurs congénères. Les insectes sociaux, au contraire, forment une communauté d'action tendant à un même but. Ils se partagent en groupes, en famille, et c'est chez eux qu'on retrace le plus facilement l'évolution de l'espèce.

A ce propos, M. Laporte définit le dimorphisme qui caractérise la dissimilation des mâles d'avec les femelles appartenant à une même espèce et le polymorphisme groupant dans une même agglomération des mâles, des femelles, des essaims, et, parfois, d'autres individus encore. Ce polymorphisme est cause ou conséquence selon le point de vue envisagé, de la vie sociale des insectes. Il s'étend d'ailleurs à d'autres genres qu'aux insectes et, par exemple, au nombre des polybes à l'hydre qui se fait tantôt nourricière de toute une colonie, tantôt reproductrice de son espèce.

M. Laporte a passé ensuite à l'étude de l'abeille qui témoigne de la même spécialisation. Si les abeilles ont été depuis toujours l'objet d'une grande sollicitude à cause de leur étonnante fécondité et de leur laborieuse industrie, c'est depuis peu qu'on les a considérées au point de vue zoologique et scientifique. La parthénogénèse ne date pas plus que de vingt-cinq ans.

Le conférencier ne parlait que des abeilles sociales. Il nomme en passant la catégorie des abeilles solitaires où la démarcation est imprécise entre l'abeille royale et l'abeille ouvrière, puis il aborde l'abeille sociale en distinguant les bourdons, les velipones et les abeilles proprement dites ou abeilles domestiques dont le polymorphisme est le plus complet.

Dans la ruche on trouve d'abord les ouvrières dont le contingent ordinaire s'élève à 25,000 ou 30,000 et qui ont le soin, à l'extérieur, de récolter le pollen, le nectar et le propolis et, à l'intérieur, de construire des alvéoles, de nettoyer les ruches et de la ventiler même. Les faux bourdons, qui vivent quasiment en parasites et ne sont guère utiles qu'à féconder la reine abeille. Enfin celle-ci, mère pondueuse, est entourée du respect de toutes les autres et des plus vigilantes attentions, attendu qu'elle pond constamment et environ 2,000 à 3,000 œufs par jour. La reine pond des œufs dans les alvéoles où les ouvrières déposent le miel nourricier des larves. Mais les alvéoles différencient grandement de conformation, selon qu'elles logent une larve qui va donner naissance à un être mâle, à un être femelle ou à une reine. La science n'explique pas encore la raison de cette conformation différente des alvéoles.

Prisonnière dans la ruche, la reine ne sort parfois quand la demeure se surpeuple. On observe alors le phénomène de l'essaimage. La mère-pondueuse sort en entraînant toute la cohorte. Le voyage dure souvent des heures. Un apiculteur avisé sait capturer ces essaims jetés dans l'aventure. Il lui suffit de saisir la reine pour s'assujettir toutes les autres. Le conférencier fait savoir qu'un second essaimage peut avoir lieu. Mais c'est après le départ du premier essaim, qu'éloignent les larves abandonnées dans la ruche désertée. Les bourdons surviennent, eux, la naissance de la reine. Ils l'accompagnent dans son vol nuptial au cours duquel elle sera fécondée à demeure. Cette fécondation unique s'épuise au bout de deux ou trois ans.

Qu'arrive-t-il alors? Les spermatozoïdes issus du faux-bourdon fécondateur ont été mis en réserve

Historique de la Montre

"Montre signifie une très petite horloge, construite de façon qu'on la puisse porter dans le gousset sans que sa justesse en soit sensiblement altérée". Il n'y a rien à ajouter à cette définition de l'Encyclopédie du XVIIIe siècle. L'origine de ce nom vient de ce qu'autrefois on appelait le cadran d'une horloge la montre de l'horloge. Ce fut, croit-on, à Nuremberg, vers 1500, que se firent les premières montres. Leur forme ovale leur fit donner le nom d'œufs de Nuremberg. L'usage des montres se répandit rapidement en France et dans toute l'Europe. On en fabriquait de très petites, et des formes les plus variées: gland, amande, coquille, croix latine, croix de Malte, tête de mort, carrées, ovales, octogones, etc., la plupart artistement gravées, damasquinées, émaillées. La construction des premiers chronomètres remonte à 1750. Dès lors, les montres avaient atteint à leur perfection. Depuis, on a apporté à leur fabrication des perfectionnements destinés surtout à en abaisser le prix de revient.

(A suivre).

Scott & BOUSQUET Freres
Limitee
BIJOUTERIE JOAILLERIE ORFÈVRES
479 Rue Ste-Catherine



Simplicité, efficacité. Rien qu'un petit canal au fond du bol, qui ne se bouche pas; résultat: tire toujours libre, plus de râlement, jamais de jus de tabac dans la bouche; tous les défauts de la pipe disparus. Pas d'accessoires, une pipe simple, propre et facile à nettoyer.

Formes et grandeurs variées. Brûture française de première qualité.

Chez les marchands ou par la poste. \$1.00 sans montre. \$2.00 ou \$3.00 montée en argent.

E.-N. CUSON, 538 ST-DENIS, MONTREAL.

La Société Catholique de Protection et de Renseignements

Une intéressante brochure de l'Ecole sociale populaire révèle au public l'œuvre intime de la Société catholique de Protection et de Renseignements. Au moyen d'extraits des rapports annuels du secrétaire de la société, on a composé une peinture captivante de l'incessant défilé des misères physiques et morales, dont le secrétariat de cette société est le rendez-vous. Fondée en 1916 pour servir de trait d'union entre les conférences de Saint-Vincent de Paul et nos institutions charitables, la Société catholique de Protection et de Renseignements s'est désormais rendue indispensable et accompli un bien que seuls peuvent soupçonner ceux qui l'ont vu agir de près.

LE POURQUOI DE L'EXODE RURAL

OPINION DU DR G. TOUPIN SUR LA QUESTION
Ottawa, 11. (S.P.C.) — La professeur G. Toupin, de l'Institut agricole d'Oka, a donné des aperçus fort intéressants hier sur les causes de la dépopulation rurale québécoise, devant le comité parlementaire.

Il attribue l'exode rural au peu d'élevation des salaires. Le campagnard qui n'a pas une terre se fait journalier. Il est tout naturel qu'il tente d'obtenir un salaire plus élevé et c'est pourquoi il va à la ville. Les salaires que l'on paie dans les campagnes sont fort peu élevés du moins en apparence. Comme le cultivateur qui a peine à joindre les deux bouts ne peut payer davantage, le journalier va en ville.

M. Thomas Sales, de Saicoats est d'avis que l'on compile les heures de travail des cultivateurs afin de pouvoir fixer une moyenne de salaires raisonnables. De cette façon il serait plus facile de trouver un remède.

La situation n'est guère plus rose dans les autres provinces. Ainsi dans la Nouvelle Ecosse, les pomiculteurs ont exploité leurs vergers à raison d'une perte de vingt-cinq sous par baril. Les taxes de transport sont le grand obstacle.

En Saskatchewan, les fermiers sont écrasés par les taxes et les dettes à tel point, que nombre d'entre eux ont dû vendre.

La musique et les cloches

"La musique et la poésie des cloches", tel est le sujet d'une conférence que M. Armand Renaud a donnée, hier soir, à la salle Saint-Sulpice sous la présidence d'honneur de M. Edouard Montpetit.

M. Renaud a chanté la musique et surtout les cloches, qu'il considère dans un élan d'idéalisme, comme une voix multiple qui chante, pleure, s'attriste ou se réjouit avec nous, suivant les étapes diverses de la vie.

M. Edouard Montpetit, qui avait présenté le conférencier au début de la soirée, le remercia à la fin en termes flatteurs.

Il y avait également pour hier soir programme musical auquel figuraient Mmes Annette Décarie, Mildred Silverman et M. Henri Prieux, qui ont dû subir plusieurs rappels.

Auditoire assez nombreux et sympathique.

Au cercle universitaire

Samedi prochain, à sept heures et demie du soir, M. L.-J. Dalbis, professeur de biologie à l'Université de Montréal, fera d'honneur au département de biologie des membres du cercle, lors d'un exposé de biologie générale, sous le titre *Voyage étonnant du coque à l'âne*. M. Edouard Montpetit remerciera le conférencier.

Les membres sont priés de s'inscrire avant samedi midi.

(Communiqué)

La Société Catholique de Protection et de Renseignements

Cette publication contribuera beaucoup à faire connaître comment s'opère l'exercice de la charité dans la ville de Montréal. Elle répond élogieusement au reproche que l'on fait parfois aux catholiques d'ignorer la charité organisée. Cette brochure se recommande tout particulièrement aux membres du clergé et à toutes les personnes qui s'intéressent au bien-être du prochain.

En vente à l'Action Paroissiale, 1300, rue Bordeaux, Montréal. Prix: 15 sous l'unité, \$9.00 le cent.

(Communiqué).

Euchre-concert

C'est demain soir, à la salle de l'Assistance Publique, angle aggrahetier et Berri, qu'a lieu le leuchre-concert annuel du syndicat catholique et national des typographes. Les prix sont très nombreux et de valeur. L'orchestre Ste-Philomène de Rosemont, composé de 24 musiciens exécutera un programme musical. M. Ovide Légaré, déclamateur, dira quelques morceaux. M. A.-J. Blaquière, basse chantante, est aussi au programme.

Ceuchre-concert est sous la présidence d'honneur de M. l'évêque Léon Trépanier et de M. G. Tremblay, secrétaire des syndicats.

CORS

S'enlèvent avec les doigts



Pas la moindre douleur! Versez un peu de Freezone sur un cor douloureux, il cesse aussitôt de faire mal, puis, peu après, vous l'enlèvez avec les doigts. C'est exact.

Votre pharmacien vend une petite bouteille de Freezone quelques sous; c'est assez pour élever tout un cor, mou, cor entre les orteils ou callosité sans douleur ni irritation.

Province de Québec COUR SUPERIEURE District de Montréal.

Le Crédit Montalais Ltee, de Montréal, demandeur, vs V.A. Lemieux, de Montréal, défendeur.

Ce procès, jugé par le juge en chef de l'avant-midi, à la place d'affaires audit défendeur, au no 108 rue Ste-Catherine est, en la cité de Montréal, parvenu devant le juge en chef de justice les biens et effets dudit défendeur saisis en cette cause, consistant en coffre-fort, caisse enregistrée et meubles de bureau, etc.

Conditions: ARGENT COMPANT.

Montréal, 11 avril 1924.

M. LOUCHEUR ET M. POINCARÉ

Celui-là succéderait-il à celui-ci? — Un voyage à Londres qui provoque de nombreux commentaires. — La conférence de vendredi à Bruxelles.

Paris, 10 (S.P.A.). — Le Quai d'Orsay a confirmé la nouvelle que M. Loucheur assisterait à la conférence qui aura lieu vendredi entre MM. Poincaré, Théunis et Jaspard. On déclare semi-officiellement que M. Loucheur assistera à cette conférence franco-belge pour rendre compte de ses conversations avec les hommes d'Etat britanniques, mais qu'il n'aura pas voix consultative aux délibérations. Cependant cette explication ne paraît pas donner satisfaction à certains chefs de groupes, qui déclarent que l'ancien ministre des régions libérées n'est pas un homme à jouer le rôle de commissaire du gouvernement. Ils pensent qu'il y a quelque chose de plus important.

On sent que depuis quelque temps M. Poincaré est ennuyé par les demandes incessantes de certains groupes politiques qui pensent déjà aux élections législatives de l'année prochaine, mais M. Poincaré estime qu'il est trop tôt pour s'occuper de ces questions et qu'il n'en est qu'une d'importante pour l'instant: la question des réparations.

Les députés André Tardieu et Georges Mandel se sont montrés particulièrement pressants sur ces questions de politique intérieure. Jusqu'ici, le président du Conseil, par son tact, a su éviter un conflit à propos de ces questions.

Les conjectures continuent à aller leur train au sujet du voyage de M. Loucheur en Angleterre, et aujourd'hui on se demande si ce voyage n'est pas l'acte préliminaire d'un plan habile de M. Poincaré qui consisterait à passer la direction du gouvernement à l'homme qui a négocié avec le Dr Walter Rathenau les accords de Wiesbaden relatifs à la reconstruction des régions dévastées et qui est considéré comme un des hommes d'affaires les plus capables de France, et celui apte à trouver une solution satisfaisante au problème des réparations.

Que le voyage de M. Loucheur ait été officiel ou non, le gouvernement lui a donné ce caractère, dit-on dans certains milieux politi-

CE CHOIX EST-IL JUDICIEUX?

LE JUGE F.-X. LEMIEUX A FAIT CERTAINES REMARQUES AU SUJET DU CHOIX DES JURÉS.

Québec, 11 (D.N.C.). — La population de la campagne et celle de la ville ont-elles un traitement différent au point de vue de l'administration de la justice? Le juge F.-X. Lemieux, juge en chef de la Cour supérieure de la province, semble avoir répondu à cette question au cours de son allocution au grand jury, à l'ouverture du terme des Assises à Québec.

M. Lemieux a fait certaines remarques au sujet du choix des jurés. Un nouveau statut, passé à la dernière session, veut que les membres du grand et du petit jury soient choisis parmi les résidents dans les municipalités situées en tout ou en partie dans un rayon de trois milles autour de Québec.

Le président du tribunal explique que cette législation diminue le nombre des personnes qui peuvent servir comme jurés. Il croit qu'elle élève une barrière entre la population rurale et celle des villes. Cette loi prive l'administration de la justice de la coopération des résidents de la campagne. M. Lemieux ajoute que cette coopération est nécessaire à la justice parce que la population rurale plus respectueuse des lois est plus apte à aider à l'administration de la justice.

Le président du tribunal déclare qu'il ne voit pas de raisons valables pour créer une telle barrière. Une raison d'économie ne doit pas être invoquée lorsqu'il s'agit de l'administration de la justice; la population rurale est suffisamment instruite, les communications sont assez faciles pour que l'on puisse sans inconvénient choisir des jurés à la campagne.

A la suite de ces remarques, M. Lemieux expliqua leur devoir aux grands jurés qui commencèrent immédiatement l'étude des diverses causes qui leur étaient soumises.

IL Y A DIX ANS

Le Devoir du 11 avril 1913

M. Olivar Asselin est élu président de la société Saint-Jean-Baptiste. — Les candidats figurant sur la liste du nouveau président feront également partie du bureau de direction.

Est-ce la fin de la guerre? — Dans les chancelleries on est d'opinion que le dernier vote des Puissances aura pour effet de mettre un terme au conflit turco-balkanique.

Le plébiscite, seule solution. — Le Citizen, d'Ottawa, organe conservateur, déclare que le Canada doit se prononcer lui-même sur la question navale.

Le Free Press, de son côté, voudrait que les libéraux laissent passer le bill naval, à condition qu'on retire la loi de clôture.

L'impôt sur le revenu

Québec, 11 (D.N.C.). — Suivant M. E. Rochette, avocat et inspecteur, la France suit avec 209,000; l'Italie, 185,000; les Etats-Unis, 173,000; la Hollande, 121,000; le Japon, 83,000.

Les lancements mondiaux pour le trimestre se terminant au 31 mars dernier représentent une capacité de 442,000 tonnes, comparée aux chiffres du 31 décembre dernier. C'est la première augmentation trimestrielle depuis le premier trimestre de 1921.

M. PERRAULT ET LES MINES D'OR

LE MINISTRE PROVINCIAL DES MINES FAIT CERTAINES DECLARATIONS AU SUJET DES VEINES AURIFERES DU TEMISCAMINGUE ET DE L'ABITIBI

Québec, 11 (S.P.C.). — M. J.-E. Perrault, ministre de la colonisation, des mines et des pêcheries, a nié énergiquement hier la rumeur qui l'avait précédé à la M. J. O'Brien Ltd. 1,400 acres de terre dans les comtés du Temiscamingue et de l'Abitibi, les nouveaux champs aurifères de la province. Il ajoute cependant qu'il est impossible pour le gouvernement d'empêcher les "prospecteurs" de transporter leur concession à de grandes compagnies puisqu'il n'y a pas de restriction en ce sens dans la loi et que le ministre n'a pas juridiction pour intervenir. Il croit que cela pourrait même être avantageux pour le développement des mines de la province tant qu'il n'y a pas d'abus. Le nom de la compagnie O'Brien mentionné dans les dépêches comme ayant de très grandes concessions minières dans la région du Temiscamingue n'aurait même pas sur nos registres, dit M. Perrault, mais il est possible que des prospecteurs puissent avoir transporté quelques-unes de leurs concessions à cette compagnie ou à d'autres. Nous n'avons pas à voir, en fait M. Perrault se dit convaincu que le fait que de grandes compagnies sont prêtes à risquer leur capital pour développer les nouveaux champs aurifères est loin de nuire à la province. Les mines doivent d'abord être trouvées et exploitées et quand le moment viendra d'imposer une royauté, le gouvernement étudiera la question.

Il y a une restriction dans la loi afin qu'aucune concession de plus de 200 acres ne soit faite à la même personne dans un rayon de 100 milles.

S'il s'agit de compagnies qui sont capables de donner certaines garanties le lieutenant gouverneur en conseil peut accorder des concessions de 2,000 acres.

CONSTRUCTION DES NAVIRES

LES DERNIERES STATISTIQUES INDIQUENT UNE AUGMENTATION POUR LE ROYAUME-UNI

Londres, 11 (S.P.A.). — Les rapports des chantiers Lloyd's indiquent que les navires en construction dans le Royaume-Uni, au 31 mars dernier, représentaient une capacité de 1,492,000 tonnes, soit une augmentation de 23,000 tonnes comparée aux chiffres du 31 décembre dernier. C'est la première augmentation trimestrielle depuis le premier trimestre de 1921.

Le total des navires en construction dans les autres pays au 31 mars représentait 1,367,000 tonnes, soit 50,000 tonnes de moins qu'au 31 décembre dernier. L'Allemagne et Danzig sont à la tête des pays étrangers avec 343,000 tonnes. La France suit avec 209,000; l'Italie, 185,000; les Etats-Unis, 173,000; la Hollande, 121,000; le Japon, 83,000.

Les lancements mondiaux pour le trimestre se terminant au 31 mars dernier représentent une capacité de 442,000 tonnes, comparée aux chiffres du 31 décembre dernier. C'est la première augmentation trimestrielle depuis le premier trimestre de 1921.

LA TUBERCULOSE

Québec donne un demi-million

LE GOUVERNEMENT PROVINCIAL OUVRIRA HUIT DISPENSAIRES. — DES SANATORIUMS. — UN PROGRAMME DE CAMPAGNE.

Québec, 11 (S.P.C.). — Le gouvernement de la province de Québec vient de déclarer la guerre à la tuberculose et à la mortalité infantile, en votant une somme d'un demi-million qui sera dépensée en cinq ans.

Cette déclaration a été faite hier soir à la salle des Chevaliers de Colomb par M. Athanase David, secrétaire provincial. Il a dit également que le gouvernement ouvrirait huit dispensaires: quatre dans le district de Québec et quatre dans le district de Montréal: \$100,000 ont été votés pour l'agrandissement de l'hôpital Laval de Québec et \$150,000 ont été promis pour l'érection d'un sanatorium à Montréal.

Le district de Québec aura donc à sa disposition l'hôpital Laval et le sanatorium du Lac-Edouard; au district de Montréal se rattacheront le nouveau sanatorium et le sanatorium de Ste-Agathe.

M. David a parlé hier soir à la suite d'une conférence faite par le Rév. P. Sanson, de Paris, prédicateur de la station quadragesimale à Notre-Dame de Montréal.

La soirée était présidée par le Dr Alphonse Lessard, surintendant de l'Assistance publique et directeur du Bureau d'hygiène.

Le premier ministre a aussi adressé la parole. M. Athanase David déplore le trop grand nombre de morts qui se produisent dans notre province par suite de la tuberculose et de la mortalité infantile. Dans la province de Québec, a-t-il dit, la tuberculose fait périr trois mille victimes par année. S'il est vrai de dire que la dixième des personnes affectées par cette maladie meurent chaque année, on peut estimer qu'il y a au moins trente mille personnes tuberculeuses dans notre province.

Cette proportion est la plus considérable dans tout le Dominion. En 1921 le nombre des victimes qui ont succombé à la tuberculose se chiffrait à 123 par cent mille habitants, mais il y a lieu de se consoler, puisqu'en 1901, les morts étaient au nombre de 180.

Dans la seule année de 1921, a-t-il dit, la ville de Québec a perdu 192 citoyens des suites de la tuberculose, soit une proportion de 201 par cent mille habitants. La ville de Montréal durant la même période a perdu 947 citoyens, soit un pourcentage de 153 par cent mille habitants. La statistique concernant la tuberculose, a ajouté M. A. David, n'est pas complète. Car elle ne tient compte que des patients qui ont succombé à la tuberculose des poumons et se désintéresse de ceux qui sont morts de la tuberculose des os, de l'intestin ou du cerveau. La majorité de ces derniers cas ne sont pas rapportés.

Le gouvernement connaît parfaitement le grand péril qui nous menace et un don de \$100,000 permettrait d'agrandir l'hôpital Laval et cela avec le sanatorium du Lac-Edouard qui a été récemment acheté et remis en ordre donnerait au district de Québec les hôpitaux nécessaires.

A Montréal, dit-il, un hôpital sera érigé et le gouvernement a promis d'y verser une somme de \$150,000, pendant la construction du sanatorium de Montréal. Le gouvernement prendra bientôt possession du sanatorium de Sainte-Agathe. Cela fournira au district de Montréal les besoins sont plus grands, ce qu'il lui faut pour traiter et isoler les tuberculeux.

M. David annonce le programme du gouvernement, il dit qu'il y aura d'abord un service de statistiques complet sur cette maladie dans la province.

Une campagne d'éducation commencera aussi pour apprendre aux malades les règles de l'hygiène, de sorte que les personnes qui viendront en contact avec elles ne soient pas contaminées. Les familles apprendront aussi que l'isolement de l'un de leurs membres atteint par cette maladie est un sacrifice que la société a droit d'exiger. Cette campagne d'éducation sera faite par la presse, la publicité, les dispensaires dans les écoles et les dispensaires publics.

Il annonce que huit dispensaires seront d'abord établis en divers endroits de la province. Quatre seront établis dans le district de Québec comme suit: Trois-Rivières, Thetford Mines, Chicoutimi et Rivière-du-Loup, et quatre dans le district de Montréal, comme suit: Hull, Valleyfield, Joliette et Sherbrooke.

L'orateur dit que le gouvernement ne s'arrêtera pas en chemin, mais organisera des nouveaux dispensaires où il y en aura besoin.

A chaque dispensaire se trouvera un médecin et une garde-malade diplômée. Le but des dispensaires sera d'aider les médecins du district à traiter leurs patients. Les médecins seront admis gratuitement et pourront se servir gratuitement de tous les appareils des dispensaires.

Avec la coopération du public le travail du gouvernement aura des résultats durables.

Une telle campagne ne peut se faire sans des sacrifices d'argent. Mais M. David dit que le gouvernement est prêt à faire d'importants sacrifices. Une somme de cinq cents mille dollars est disponible pour cette campagne contre la tuberculose et la mortalité infantile et les dépenses seront réparties également sur une période de cinq ans.

C'est là la part du gouvernement de Québec.

Le français à McGill

Le bureau des gouverneurs de l'Université McGill s'est réuni en assemblée hier. On a longuement discuté de l'opportunité d'ouvrir le plus tôt possible une "Maison française" à Montréal, qui servirait de quartiers généraux à l'école de français de l'Université.

LA NAVIGATION

L'ARRIVEE DU "MONTCALM"

ON CROIT QUE CE PAQUEBOT DU PACIFIQUE CANADIEN ARRIVERA A MONTREAL LE 28 AVRIL.

Ainsi que nous l'avons déjà annoncé, le "Montcalm", parti de St-Jean à destination de Liverpool vendredi dernier, sera le premier paquebot à passagers de la compagnie du Pacifique Canadien à se rendre à Montréal cette année. Il est attendu le 28 avril courant.

De même qu'en 1922, le "Montcalm" fera cette année le service du Saint-Laurent avec Montréal comme port canadien terminus, ainsi que le "Montrose", le "Montclair", le "Metagama", le "Mélita" et le "Minnesota". Il y aura en outre cette année le "Montclair", (17,100 tonnes) qui sera non seulement le plus gros paquebot à passagers d'une seule classe à desservir les ports canadiens, mais aussi le plus puissant de sa classe sur l'Atlantique. Vu son tonnage considérable, le "Montclair", qui mesure 613 pieds de longueur par 68 pieds de largeur, aura Québec comme port d'arrivée et de départ; les taux de cabine, toutefois, dit-on, seront les mêmes que s'il faisait le service direct avec Montréal.

DEPARTS ET ARRIVAGES

Par suite du nombre toujours croissant des voyageurs américains qui, préférant passer par la route du Saint-Laurent, il y aura quatre-vingt-dix-neuf arrivages et départs de paquebots de la compagnie du Pacifique Canadien au cours de la prochaine saison, dont soixante-douze de Montréal directement et 24 de Québec. Or ceci constitue une augmentation de dix-sept voyages sur l'an dernier.

RENFOULEMENT DU "LAURENTIC"

On continue toujours de travailler au renfoulement du "Laurentic", de la ligne White-Star Dominion, qui, on se le rappelle sans doute, avait été torpillé sur les côtes d'Irlande en 1917, alors qu'il transportait une cargaison de lingots d'or évalués à plusieurs millions de livres. On compte pouvoir enfin le ramener complètement à la surface de l'eau d'ici une couple de semaines, muni d'un câble reçu hier par la compagnie.

Au cours des tentatives de renfoulement qui ont été faites en 1917, en 1919 et en 1920, on a réussi, dit-on, à se saisir de lingots d'or évalués à un million et demi de livres. Au cours des années 1921 et 1922, deux millions et demi de livres d'or ont également été sauvées.

L'EMPRESS OF ASIA

L'"Empress of Asia", de la compagnie du Pacifique Canadien, est arrivée à Vancouver, venant d'Orient avec 234 passagers de première et de deuxième classe et 298 de troisième.

On remarque à bord un groupe de quinze touristes qui, sous la direction de M. Edward Grey, viennent accomplir la dernière étape d'un voyage autour du monde.

FIN D'UNE CROISIERE

L'"Homeric", de la ligne White-Star Dominion, est attendu demain nuit à New-York, de retour d'une croisière dans la mer Méditerranée.

Ce navire avait quitté le port de la métropole américaine le 23 janvier dernier avec environ 500 touristes dont plusieurs Canadiens.

L'"Homeric" reprendra son service régulier New-York-Southampton samedi de cette semaine.

RAVITAILLEMENT IMPOSSIBLE

St-Jean, Terre-Neuve, 11 (S.P.C.). — On a abandonné hier tout espoir de pouvoir pour le moment ravitailler les habitants de la côte sud de Terre-Neuve, attendu que le vapeur du gouvernement Kite, parti d'ici samedi dernier avec des vivres, est actuellement prisonnier des glaces.

Le navire côtier Argyle, qui était également prisonnier des glaces depuis le 3 février dernier, a pu être dégagé hier et se rendre ici ensuite. Quant au vapeur Glenora, qui avait été embouteillé par les glaces vers la même époque, dans le port d'Argentea, il est toujours dans les mêmes conditions.

MOUVEMENTS DES NAVIRES

Le Montcalm, de la compagnie du Pacifique-Canadien, est attendu à Saint-Jean samedi, à 9 heures du matin, venant de Liverpool avec 247 passagers de cabine et 935 en troisième classe.

Le Megantic, de la ligne White-Star Dominion, est attendu à Halifax samedi après-midi, venant de Liverpool via Queenstown avec 18 passagers de première classe, 68 de deuxième et 394 de troisième.

Le Melita, de la compagnie du Pacifique-Canadien, est attendu à Saint-Jean, lundi prochain, venant d'Anvers, Southampton et Cherbourg, avec 182 passagers de cabine et 791 en troisième classe.

Le Cassandra, de la ligne Anchor-Donaldson, est arrivé à Portland hier avant-midi, venant de Glasgow via Halifax.

Le Montcalm, de la compagnie du Pacifique-Canadien, est attendu à Liverpool samedi matin, venant de St-Jean.

L'Empress of Russia, de la même compagnie, est attendu demain avant-midi à Hong-Kong, venant de Vancouver et Yokohama.

Mort de Mme H.-J. Pilon

Nous apprenons la mort de Mme H.-J. Pilon, née Anna Proulx, épouse du professeur de pharmacie de l'Université de Montréal.

Elle laisse son époux, le professeur H.-J. Pilon; cinq filles, Mlles Gabrielle, Pauline, Françoise, Magdeleine et Yvette; deux frères: Paul et Fernand; deux sœurs: W.-J. Proulx, N. P. et J.-O. Proulx; quatre "soeurs": Madame Montpetit, née Albina; Madame Valérie Meloche, Madame Z.-S. Meloche et Madame E.-D. Veinette.

ANGLETERRE

B. NAR LAW EN MINORITÉ

LE CABINET ANGLAIS A SUBI UNE DEFAITE AUX COMMUNES. — HIER SOIR — LA SIGNIFICATION DE CE VOTE.

Londres, 11 (S. P. A.). — Le gouvernement Bonar Law a subi une défaite surprenante sur un point technique, à la Chambre des Communes, hier soir, par la faible majorité de sept. Beaucoup de députés étaient absents. En des circonstances ordinaires, le gouvernement aurait pu ne pas tenir compte de cette défaite, mais vu le fait qu'une fois de plus, dans sa courte existence, il a failli être défait, en plus des revers des dernières élections partielles, il est impossible de dire quelle attitude les ministres prendront en présence de cette défaite.

Le débat sur le commerce impérial était fini et on avait soulevé une question sur les salaires payés à des vétérans entrés au service civil. Les leaders ouvriers n'aimaient pas l'attitude du gouvernement sur cette question et pour protester firent opposition à la motion que l'orateur quitte le fauteuil pour permettre de discuter les crédits.

Cette motion est ordinairement adoptée comme une affaire de routine mais à la surprise de chacun, aujourd'hui, elle fut défait par 145 à 138. Le résultat fut reçu au milieu des cris des ouvriers: "Démissionnez. Envoyez chercher le premier ministre."

Beaucoup de ministres étaient absents. Ramsay MacDonald demanda au gouvernement ce qu'il avait l'intention de faire et suggéra l'ajournement.

Neville Chamberlain, président du ministère de la santé, proposa l'ajournement de la Chambre qui fut voté au milieu des applaudissements ironiques de l'opposition.

Les députés se répandirent dans les couloirs discutant avec animation les probabilités de la démission du ministère. Selon plusieurs libéraux, un vote semblable sur cette question particulière est sans précédent et doit être fatal au gouvernement. Cette opinion fut exprimée à la Chambre par William M. Pringle sur la motion pour ajourner, il insista que c'était un vote de non-confiance et que la "ranche des volcans éteints sur le banc du trésor devait disparaître."

Le cabinet s'est réuni tard ce soir pour discuter la situation. Plusieurs des partisans du gouvernement admettent que la défaite a créé une situation très difficile mais qu'elle est due principalement à la bêtise des whigs du gouvernement qui ont dit à leurs hommes qu'il n'y aurait pas de vote dans la soirée.

L'opinion générale chez le parti du gouvernement est que l'orateur prendra une décision qui donnera une issue au gouvernement pour sortir de cette situation mais on sent que tout peut arriver à cause de la santé de M. Bonar Law et de la difficulté de la position du cabinet.

La défaite du gouvernement a créé une situation curieuse. En refusant que l'orateur quitte le fauteuil pour permettre à la Chambre de discuter les crédits, la Chambre a pratiquement refusé les subsides et selon les règles parlementaires une motion pour que l'orateur quitte son siège ne peut de nouveau être présentée à la même session.

Les ministres par conséquent ont le devoir de terminer la session actuelle et de procéder à une nouvelle session avec le discours du trône et les autres formalités, à moins que l'orateur ne puisse les tirer d'embarras en n'appliquant pas la règle actuelle.

SAUVE PAR UN MOT

Le gouvernement a trouvé une interprétation du vote défavorable que la Chambre lui a donné de manière à échapper aux conséquences de la défaite. Les ministres ont examiné la motion qui a été rejetée pour découvrir le sens de la situation dans le mot "soir" (maintenant).

La motion comportait que "l'orateur quitte le fauteuil maintenant", et les ministres ont décidé, après une conférence avec l'orateur, que "maintenant", le mardi soir, n'est plus "maintenant" le soir suivant ou un autre soir, en d'autres termes que la Chambre des communes a rejeté la motion dans une circonstance particulière et que cette motion peut fort bien être présentée de nouveau.

LA SANTE DE BONAR LAW

Londres, 11. — La Pall Mall Gazette publie, de source certaine que bien que la santé de Bonar Law en général ne cause aucune inquiétude, les spécialistes qui le soignent ont peu d'espoir que son mal de gorge s'améliore bientôt.

On lui a conseillé, dit le journal, de donner un repos complet à sa gorge et bien qu'il espère être capable de répondre à d'importantes questions qui lui seront posées à la Chambre, il sera incapable pour le moment de prendre part au débat.

Quatuor Dubois

PROGRAMME DE MUSIQUE FRANÇAISE. — HOTEL WINDSOR

C'est à 8 heures 30 ce soir qu'aura lieu le cinquième concert annuel de musique de chambre du quatuor à cordes Dubois.

Le programme suivant sera exécuté: 1. — Quatuor opus 153: Saint-Saëns; 1. Allegro moderato, 2. Molto adagio, 3. Interlude et final.

2. — Sonate opus 109: Gabriel Fauré; 1. Allegro, 2. Andante, 3. Allegro.

3. — Quatuor opus 35: Vincent d'Indy; 1. Lent, modérément animé, 2. Lent et calme. Assez modéré, assez vite, 4. Assez lent, animé.

Maux de tête provenant de légers rhumes.

L'effet tonique et laxatif des comprimés laxatifs du BROMO QUININE dégage bientôt du mal de tête causé par le rhume. La boîte porte la signature de E.-W. Grove. Assurez-vous que vous avez le BROMO QUININE.

TELEPHONE EST 8000

Dupuis Frères

POUR LA 1ère COMMUNION

COMPLETS

COMPLETS pour premiers communians; modèle Buster, en serge noire tout laine; col fermé ou à revers ceinture et plis 5.00, 7.50 et 10.00.

CHAPEAUX

CHAPEAUX de printemps pour garçons; forme nouvelle avec collets en cuir léger et bords en pelle noire ou en cuir brun ou noir; pointures 2.20

BLOUSES

BLOUSES blanches avec fil mercerisé, appropriées pour la 1ère communion; faux-col assorti; âges 6 à 16 ans 1.75

SOUS-VETEMENTS

COMBINAISONS blanches fini ouaté, appropriées pour la 1ère communion; poitrine: 22 à 32 1.25

—Au premier.

Etalage Spécial de CACHEMIRE BLANC pour Robes de 1ère Communion.

CACHEMIRE BLANC d'importation française, qualité pure laine et texture très fine;

42 pouces de largeur, "Notre Spécial", la verge 1.59
42 pouces de largeur; une belle qualité, la verge 2.59
44 pouces de largeur; une magnifique valeur, la verge 2.49
48 pouces de largeur; la meilleure qualité, la verge 2.98

—Au rez-de-chaussée.

VOILES DE 1ERE COMMUNION

VOILES en tulle de soie ou coton; dimensions: 11-2 x 11-2 ou 13-4 x 13-4; prix, 1.39, 1.75, 2.50, 3.25, 3.50 et 5.75

—Au rez-de-chaussée.

CHAUSSURES DE 1ERE COMMUNION

SOULIERS pour premiers

communians; veaux ou cuir

verni de qualité supérieure;

appropriés pour le Jardin de

l'Enfance; pointu 3.95

res 11 à 13, la paire

—Au rez-de-chaussée.

Bottines en veau noir ou brun, pour garçons; forme large Blucher, semelle souple ou double; une chaussure élégante convenant pour la 1ère communion: 2.98

pointures 1 à 2, la paire

Complets tout Laine à 2 Culottes

Pour garçons de 9 à 17 ans

9.95 ET 12.95

COMPLETS en tweed absolument tout

laine et d'une pesanture appropriée pour le

printemps; bonnes doublures; 2 culottes.

Nous offrons ces complets à deux prix très

spéciaux.

ROBES LAVABLES



Robes en guingan, chambray et percale, pour fillettes de 2 à 14 ans; nuances des plus nouvelles; jolis modèles tout d'une pièce, avec plis partant des épaules et joli ceinturon; aussi modèle avec culotte bouffante pour les plus petites; la plupart avec col et manchettes de fantaisie; une occasion d'économiser juste au début de la saison. Réduites de 1.49 à 2.98 pour

.98

CARPETTES WILTON

52 CARPETTES Wilton à dessins verts sur fond beige; texture serrée; appropriées pour salles à manger, boudoirs, vivants; dimensions;

3 x 3-1-2, prix d'Almy, 45.00 pour 29.00